

Impact De La Baisse Des Prix De Pétrole Sur L'économie Des Pays Producteurs (Cas De L'Algérie) Et Les Pays Importateurs (Cas De La France)

Dr. DRAOU Ismahene

Faculté SECG, Université de Mostaganem, Algérie

E-mail : isbiocompta@hotmail.fr

Mehor Ahmed

Faculté SECG, Université Djillali Liabes de -Sidi Bel-Abbés, Algérie

E-mail: mehor_ahmed@live.com

Résumé : Le marché pétrolier est caractérisé depuis quelques années, par une baisse brutale des prix, en rupture totale avec les niveaux de prix observés lors des années précédentes, à cause de plusieurs facteurs notamment le déséquilibre entre l'offre et la demande et d'autres.

Cet article porte sur les effets négatifs et positifs de la chute des prix de pétrole sur l'économie de l'Algérie en tant que pays producteur et sur l'économie de la France en tant que pays importateur de ces matières, surtout que le pétrole représente la source d'énergie la plus importante dans le monde.

L'objectif de cette étude est de savoir les causes de cette chute des prix, les réformes, qui ont été réalisées et les solutions qui sont proposées pour sortir de cette crise et dans le but d'assurer une croissance économique en Algérie, et aussi les recommandations proposées pour la France, pour faire face aux éventuels hausses des prix.

Les mots clés : pétrole, chute des prix, marché pétrolier- pays exportateurs- pays importateurs- croissance économique.

Impact of Falling Oil Prices on the Economy of Producing Countries (Case of Algeria) and Importing Countries (Case of France)

Abstract : The oil market has been characterized for a few years by a sharp drop in prices, in complete disharmony with the price levels observed in previous years, due to several factors including the imbalance between supply and demand and others.

This article focuses on the negative and positive effects of falling oil prices on Algeria's economy as a producing country and on the economy of France as an importing country for these materials, especially as oil represents the most important source of energy in the world.

The objective of this study is to know the causes of this fall in prices, the reforms that have been made and the solutions that are proposed to emerge from this crisis and in order to ensure economic growth in Algeria, and also the recommendations proposed for France to deal with possible price increases.

Key words: oil, falling prices, oil market - exporting countries - importing countries - economic growth.

JEL Classification : E02, E44, F00, F10.

1. INTRODUCTION : Les importants changements qui se sont succédés au niveau de l'économie mondiale notamment, la globalisation, l'accélération des échanges commerciaux, le progrès technologique, sont tous des facteurs qui ont fait de l'énergie fossile et plus particulièrement le pétrole ou bien l'or noir, d'un intérêt essentiel, car ils constitue 36% de l'énergie mondiale alors que les énergies renouvelables constituent uniquement 2.7% , en plus il est utilisé dans la majorité des secteurs économiques (transport, agriculture, industrie,...). Ces énergies, en particulier le pétrole représentent le moteur fondamental de la croissance économique mondiale. C'est une énergie fossile, non renouvelable à stock limité (Cédéric de lestrange et al, 2005). Le marché pétrolier est généralement caractérisé par une fluctuation des prix, mais depuis quelque année une baisse importante des matières énergétiques est observée sur le marché mondial. Ceci avait des répercussions sur l'économie globale et influençait la

stabilité économique mondiale : les pays exportateurs comme les pays importateurs de ces matières. (Darby, 1982) et (Mork, 1994), ont montré que la crise de 1973 s'est accompagnée de récession de l'économie mondiale, y compris les pays leaders, à cause de leurs dépendances de l'énergie fossile durant cette période.

Le prix du pétrole a reculé depuis le deuxième semestre 2014, pour atteindre un niveau très bas, au-dessous de 50 dollars le baril. L'impact de cette chute varie selon que le pays soit importateur ou exportateur. D'après (Bacon, 1991), le pétrole est considéré comme outil de politique internationale ayant la valeur la plus importante des autres produits primaires échangés, et les variations des prix de pétrole ont une incidence sur la croissance économique d'un pays, d'abord par son impact sur le chômage (phelps, 1994, caruth et al, 1998), ainsi, il peut affecter le cycle économique (Daris, 1986) et aussi participer à la récession économique (Hamilton, 1989).

Suite à cette baisse de prix, les pays exportateurs de pétrole ont diminué leur production, leurs revenus en hydrocarbures sont réduits et par conséquent ils subissent un impact négatif sur leur économie, car les recettes pétrolières financent les différents secteurs économiques. Pour eux, ces matières sont considérées comme source vitale à cause de leur économie peu diversifiée. Le FMI considère, parmi les conséquences de cette chute est la poussée de l'inflation, qui engendre une augmentation des produits de consommation, et par conséquent le coût de la vie et une diminution des subventions de l'Etat surtout aux carburants.

Les pays importateurs s'enrichissent de cette chute de prix. Ils augmentent leurs consommations en matières énergétiques et leur croissance économique s'améliore, suite aux gains excessifs des échanges réalisés. D'après (Cognigni et Manea, 2009), (Barbachon, 2007), ces pays sont moins vulnérables face aux chocs des prix parce qu'ils se sont dirigés vers le développement des énergies renouvelables et la découverte de nouveaux gisements et de nouveaux producteurs, tandis que Dohner, 1981, considère la hausse des prix de pétrole provoque une dégradation de la balance commerciale de ces pays.

De tout ce qui précède, notre problématique s'articule autour de la question suivante :

Quelle est l'incidence de la chute des prix de pétrole et des énergies fossiles sur l'économie des pays : producteurs (cas de l'Algérie) et importateurs (cas de la France)?

Pour réaliser cette recherche, nous avons utilisé la méthode descriptive, analytique et la méthode déductive.

Pour répondre à notre question, notre travail sera structuré en trois axes. Le premier axe concerne l'analyse de la situation de la chute des prix de pétrole, avec l'étude des facteurs provoquant cette chute des prix, les conséquences, les conditions de leur amélioration et l'impact de cette baisse des prix sur l'économie des pays producteurs et importateurs d'une façon générale.

Le deuxième axe, traite la relation entre la chute de prix du pétrole et certaines variables économiques (taux d'inflation, PIB, taux de chômage, balance commerciale, dépenses publiques,...), les conséquences de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne et aussi sur l'économie française.

Le troisième axe sera consacré, d'un côté, à l'étude des atouts et des perspectives de développement pour les pays producteurs et des réformes réalisées afin de sortir de cette crise et d'un autre côté, les recommandations et les moyens de prévention pour les pays importateurs, contre une éventuelle hausse de prix et une rationalisation de la consommation de ces matières pour préserver l'environnement.

2. Le marché pétrolier et les facteurs déterminants le prix de pétrole :

Le marché pétrolier est un lieu où s'effectuent l'offre et la demande sur le pétrole. Mathieu Aussaneau, montre que le marché pétrolier a connu de grandes évolutions au cours des vingt

dernières années, passant d'un simple marché de commerce physique, de pétrole et de produits pétroliers vers un marché financier sophistiqué ou les horizons des échanges s'étendent aujourd'hui.

Le marché pétrolier a connu plusieurs fluctuations des prix à hausse ou à baisse, qui ont des conséquences sur les pays importateurs et les pays exportateurs. Plusieurs facteurs influencent le prix de pétrole à savoir:

- La confrontation de l'offre et de la demande sur le marché et la réserve légale (Bouamrah Djudy, 2016), qui est Le facteur le plus déterminant des prix: le prix de pétrole augmente ou baisse selon l'offre et aussi la demande mondiale, ainsi que le stock du pétrole et sa capacité à répondre à la demande mondiale;
- La spéculation en raison de faire des profits, de la part de certaines compagnies pétrolières;
- Le niveau élevé de la capacité de production de pétrole de réserve pour les pays OPEP, peut influencer les prix;
- Les conflits géographiques et les organismes internationaux, qui influencent sur les prix par l'équilibrage des marchés.

2.1 Les facteurs qui provoquent la chute des prix de pétrole:

Selon plusieurs auteurs tels que : Arezki et Blanchar, 2014, Baumeister et Kihan, 2016, A. Mebtoul, 2017, Plusieurs facteurs peuvent provoquer la chute des prix du pétrole, qui ne dépendent pas, uniquement des pays producteurs et exportateurs, mais aussi d'autres facteurs:

2.1.1 L'offre et la demande sur le marché : L'évolution de l'offre en volume et sa diversification géographique avec l'entrée de nouveau producteurs. La production de pétrole a augmenté de 2 millions barils par jour en une année, ceci s'explique par:

a. Augmentation de la capacité de production des Pays déjà producteurs, suite à la hausse des prix, (pays du Golf, Russie, Brésil, Mexique, ...), et aussi de quelques-uns des pays producteurs dont l'économie est dépendante de la rente pétrolière (Irak, Iran, Lybie, Algérie, Nigéria, Venezuela). Cette augmentation avait des effets négatifs sur le marché;

b. Un déséquilibre dans le marché énergétique causé par les pays nouveaux producteurs de pétrole et de gaz naturel, par la consommation d'une partie de leur propre production et la diminution par conséquence de leurs importations, tel que les investissements massifs des Etats Unis dans l'extraction de pétrole et de gaz de schiste, qui a entraîné une croissance dans la production (R. Arezki et Blanchaud. O, 2015). Et sont devenus les plus gros producteurs de pétrole, avec autour de 11,64 millions baril/jour de pétrole en 2014, ce qui a diminué leur dépendance au pétrole étranger (banque de Canada) et les classe comme premier producteur devant l'Arabie saoudite avec une production de 11.5 millions barils par jour;

c. Le progrès technologique, qui permet d'un côté le développement des énergies renouvelables et par conséquence une économie de l'énergie dans les pays à grande consommation surtout les Etats Unis et l'Europe, et d'un autre coté a permis la réduction des coûts d'exploitation du pétrole de schiste jusqu'au 50% au Etats Unis(OCDE, 2012), et par conséquence la réduction de leur importations.

d. La reprise de la production Libyenne sur le marché, avec 800 000barils/jour, et de l'Irak, avec 3.7 millions barils par jour, qui avaient déjà diminué leur production à cause des facteurs géopolitiques;

e. La rivalité au niveau de l'OPEP, dont certain ne respectent pas les quotas (Iran, Arabie Saoudite avec plus de 35% de la production OPEP, et ne veulent pas perdre leurs parts de marché, et veulent maintenir leur production au dépit des prix(Aurelien.S, 2015), dans le but d'éviter un transfert de part de marché vers les pays a production de pétrole non

conventionnel (Etats Unis). Ceci a provoqué une concurrence rude sur les marchés, en plus la décision de l'OPEP de maintenir le plafond collectif de production à 30 millions barils par jour. Ceci explique le recul du cours de pétrole.

2.1.2 Le ralentissement de la demande : la demande constitue, d'après les auteurs : Hamilton, 2008, Mebtoul, 2012, la principale cause de choc de prix de pétrole entre 2000 et 2008, ceci est expliqué par la croissance des économies des pays émergents et par conséquent la croissance de leur demande. D'après (Krichere, 2006, p4), dans ces économies, la forte croissance de la demande est le principal déterminant des prix de pétrole brut à cause de l'élasticité de la demande de pétrole généralement élevée. La croissance de la demande mondiale entre 2012 et 2013 est de (+1.2 millions barils par jour) ; alors que la croissance de l'offre est de 1.9 millions barils par jour, dont 1.6 millions barils / jour revient au Canada et Etats Unis.

Ce ralentissement est en fonction de plusieurs facteurs:

- L'augmentation logique et habituelle de la demande ou de la consommation énergétique, de tous les pays (producteurs et exportateurs), devient de plus en plus faible, ces dernières années ;
- D'après (C. Thierry, p4), La récession de l'économie mondiale (autour de 3%), spécialement les pays émergents (Inde, Brésil, Argentine), qui a entraîné des réductions importantes de la croissance, de la demande mondiale, même la baisse (de 50%) des prix n'a pas pu stimuler la demande. La Chine a subi un ralentissement économique, et par conséquent un ralentissement du PIB, et une diminution de l'intensité du pétrole en économie chinoise, à travers la diminution du poids de l'industrie lourde et dans le but de diversifier l'économie du pays (Boomberg, 2014). Sans oublier la faible croissance économique européenne suite à la crise financière. Cette récession économique mondiale provoque une réduction de la consommation d'énergie et aussi l'orientation vers les énergies renouvelables.
- Le taux de croissance du commerce mondial est très faible, en raison du ralentissement de la demande de biens durables et de biens d'équipement et de l'atonie de l'activité dans le secteur mondial des hautes technologies à forte intensité commerciale (Mebtoul A, 2018). Le volume des importations dans la zone euro a baissé et la progression des exportations a fléchi partout dans le monde, surtout dans certaines économies d'Europe centrale et orientale et d'Asie ;
- Les progrès technologiques entraînant des réductions de 30% de la consommation d'énergie (économie d'énergie) et le développement des énergies renouvelables surtout dans les pays à haute consommation et importations (Europe, Etats-Unis), et la décision des Etats Unis d'autosuffisance, qui a eu pour conséquence, la réduction des importations et le développement des hydrocarbures non conventionnels;
- La spéculation : le pétrole est considéré comme un actif par les investisseurs financiers sur les marchés financiers. Les spéculateurs sur les marchés pétroliers provoquent une volatilité des prix de pétrole et orientent les acteurs du marché à privilégier les informations destinées à la baisse des prix (S. Aurélien et al 2015), de même (Cifarelli et paladuno, 2008), considèrent que les spéculateurs déstabilisent les prix.

Le déséquilibre offre/demande, était compensé par le stockage de quantités importantes de pétrole acheté par des sociétés financières, qui l'utilisaient comme garantie dans le cadre d'emprunt, ceci a gonflé la demande. Le déstockage par les compagnies financières a provoqué une spéculation à la baisse des prix. Les compagnies

financières liquident brutalement les quantités qu'elles détiennent, afin de limiter la perte de valeur et la baisse des prix.

- Les facteurs géopolitiques : les conflits politiques et les guerres influent sur la fluctuation des prix du pétrole (Maisonier Guy, 2013). La chute des prix de pétrole peut être due à la reprise de la production des pays après interruptions, suite aux événements géopolitiques et des guerres tels le cas de Lybie, Irak, et aussi les conflits en Yémen, les événements en Egypte, et l'intervention de la Russie en Syrie.
- L'appréciation du dollar, rend le pétrole américain, libellé en dollar, plus cher pour les autres pays, la demande diminue, et les prix chutent. Le cours du pétrole est donc inversement corrélé à l'évolution du dollar.

2.2 Les conditions d'amélioration du prix de baril sont :

- Une reprise de la consommation et la croissance économique mondiale ;
- Une réduction de la production mondiale pour des raisons économiques et géopolitiques ;
- L'engagement des pays non OPEP (Etats Unis, Russie), de participer pour équilibrer le marché de pétrole, par la baisse de leur production, dont les coûts sont supérieurs à ceux des pays de l'OPEP ;
- Un accord entre les pays producteurs de l'OPEP et non OPEP, sur des actions pouvant stabiliser les prix et empêcher la baisse à nouveau, prévenir et gérer les impacts des éventuelles augmentations de production.

2.3 Impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne:

L'Algérie possède un potentiel considérable en énergie fossile et aussi en énergie renouvelable. Elle se classe au 14ème rang mondial des pays exportateurs de pétrole et au 6ème des pays producteurs en gaz. Elle alimente plus de 15% des besoins de l'Europe en gaz, en plus elle possède une position géographique stratégique, un climat favorable et une démographie dynamique et jeune. Le secteur des hydrocarbures est considéré comme le pilier de l'économie algérienne, car elle possède environ 1% de réserves mondiales de pétrole et 3% de gaz. Si la crise financière de 2008 n'a pas touché le système financier algérien, c'est grâce à son indépendance du système international, mais l'économie algérienne a subi un impact négatif à cause du marché des hydrocarbures, suite à la chute de la demande mondiale qui a causé un effondrement des prix de pétrole. Ceci a provoqué un recul des exportations algériennes et par conséquent une baisse des recettes budgétaires.

Une politique économique prudente, qui caractérise le pays, ainsi qu'une bonne tenue du prix du pétrole et du gaz, pour plusieurs années, ont permis d'enregistrer d'excellents résultats. Le PIB par habitant en dollars constants est passé de 2000 dollars en 2002 à 2400 en 2007 et le taux de chômage officiel a été réduit de 27 % en 2001 à 10,2 % en 2009 (C. Thierry, 2010). Les recettes des hydrocarbures ont permis de réduire les dettes extérieures du pays et financer les différents programmes de la relance économique, car les revenus des hydrocarbures contribuent au budget de l'état par la fiscalité pétrolière qui arrivait à 60% en 2008. (Dohner, 1981), considère que la hausse des prix de pétrole avait des effets positifs sur l'économie, grâce à un mécanisme de transfert de richesse opérant dans la direction des pays exportateurs. De son côté (Young, 2012), montre qu'une situation de croissance non interrompue qualifiée de miracle la croissance africaine y compris l'économie Algérienne.

Le prix du pétrole a commencé à baisser à partir du 2ème semestre 2014, après une légère montée en mai 2015 due à la hausse de la demande américaine saisonnière, puis il baisse encore une fois jusqu'à 40USD/ baril à la fin d'août 2015. L'Algérie en tant que pays exportateur possède une économie rentière et plus vulnérable face à cette chute de prix. La dépendance de l'Algérie à la recette pétrolière est observée par la contribution du pétrole au

PIB (jusqu'à 50%), et l'apport des revenus pétroliers dans la recette d'exportation arrivant jusqu'à 98%. L'Algérie comme tous les pays producteurs est durement affecté par cette chute, à cause de la baisse des recettes pétrolières qui provoque des déficits budgétaires et la réduction de dépenses publiques d'investissement, ceci provoque un ralentissement de l'économie, en impactant les secteurs d'activité hors pétroliers, mais qui dépendent des revenus pétroliers, tel que le secteur de construction. (K. M. Bensafa, 2018), considère que, suite à cette dépression économique, même la constitution d'un fond de régulation de recette FRR n'a pas permis de limiter la croissance du déficit budgétaire. Un déficit extérieur est observé en raison de la baisse des exportations de pétrole et des niveaux des importations qui restent stagnés. (Hamilton, 2009), considère que le prix de pétrole contribue de façon significative à une récession, le taux de chômage devient élevé et la croissance recule, ceci est expliqué par (A. Mouhoubi, 2012, p03), par l'exploitation des hydrocarbures qui semble résister aux tentatives d'industrialisation. D'après (Oukaci. K et Soufi. N, 2015), cette chute de prix a conduit à une chute de production de brut de (-2.94%) et des importations de 14.5% et de la consommation finale de plus de 25%, les revenus des entreprises baissent aussi de -18.66% et des ménages de -7.10%, l'épargne de l'état diminue de(-25.10%) et un recul du demande d'investissement de plus de 24%.

Le pétrole est une source primordiale pour le développement économique d'un pays. La chute des prix de pétrole influe l'économie algérienne, puisqu'elle est dépendante des recettes des hydrocarbures, et ceci à travers son effet sur plusieurs variables macroéconomiques. Nous allons étudier l'évolution de quelques indicateurs économiques par rapport au prix du pétrole, pour montrer l'effet négatif de cette chute des prix sur l'économie algérienne.

2.3.1 le développement économique :

L'économie algérienne est fortement dépendante des revenus issus des hydrocarbures. D'un côté ils constituent 95 % des exportations, 70% des recettes budgétaires et d'un autre côté le PIB est assumé à 35% par la recette pétrolière, 20% par les services marchands, 18% par l'administration publique, 10% par l'agriculture et 5% par l'industrie (A. Mebtoul, 2012). Ils sont à la fois un atout pour la croissance économique et un handicap.

Le pétrole est considéré comme une source d'énergie utilisée dans la majorité des activités économiques (transport, industrie, agriculture,...). Les ressources pétrolières contribuent au développement des différents créneaux par le financement des investissements. C'est une source de devises étrangères, de réserve de changes et de recettes budgétaires par le biais de la fiscalité pétrolière. Les exportations globales ne couvrent plus les importations globales du pays depuis 2013. Depuis le deuxième semestre 2014, l'Algérie a subi un impact de chute de prix de pétrole. Cette chute de prix génère une régression économique importante.

Evolution du prix du baril Brent

Le prix de pétrole était à des niveaux bas en 2000 à cause de la récession économique mondiale. Il a diminué en 2001, à cause des événements de 11 septembre et l'augmentation de quotas de l'OPEP de 500 000 barils par jour à partir de novembre 2000, puis un dressement des prix s'effectue en 2002, à cause de la diminution de la production en raison des grèves dans le secteur pétrolier à Venezuela et la décision de l'OPEP de réduire la production.

Le prix du Brent subit des fluctuations variant en haut et en bas de l'année 2000 à l'année 2014, où il atteint un niveau supérieur à 100 dollars le baril à cause de l'augmentation de la demande asiatique et aussi américaine suite à la réduction de son stock. Puis il baisse rapidement à la fin de juillet jusqu'à janvier 2014, pour atteindre 50 dollars. Un rétablissement a été effectué autour de 60 dollars de janvier à mars 2015. Il atteint les niveaux les plus bas (32,18 dollars le baril), en janvier 2016. Il remonte entre 40-45 dollars

durant cette année, puis il s'améliore durant l'année 2018 autour de 70 dollars, suite à l'accord de réduction de production signés par les pays de l'OPEP et les pays du groupe non OPEP.

Tableau 1: «Evolution du prix du baril Brent»

Année	Le prix du baril Brent en dollar
2000	28.56
2001	24.44
2002	28.9
2003	28.9
2004	38.66
2005	49.89
2006	65.85
2007	74.95
2008	99.97
2009	62.25
2010	80.15
2011	112.94
2012	111.05
2013	112.51
2014	100.23
2015	53.07
2016	45
2017	49.67
2018	71.05

Source : la banque d'Algérie, les statistiques de l'OPEP

4.3.2 le PIB : le produit intérieur brut caractérise la production économique intérieur. C'est un indicateur quantitatif permettant de calculer la richesse produite. D'après (Hussain et al, 2008), les chocs pétroliers influent sur la croissance du PIB, principalement par le canal de transmission budgétaire en provoquant une réduction des dépenses publiques suite à la baisse des recettes issues de la production et des exportations des produits de base.

Le PIB subit une augmentation jusqu'à l'année 2013 suite à la hausse des prix de baril puis il suit une tendance à la baisse depuis 2014 suite à la chute des prix du baril. Les produits pétroliers, par leur contribution au PIB, participent à la croissance économique en Algérie en tant que pays ayant une économie rentière. Ceci explique la dépendance de l'économie à ce secteur, qui contribue à plus de 50% du PIB, face aux faiblesses des autres secteurs d'activités, qui sont financés par les recettes pétrolières.

Le taux de croissance était élevé entre 2001 et 2005, arrivant à 6.4 en 2005. Puis il diminue depuis cette année. Le PIB du pays est en dégradation avec la réduction des dépenses publiques, la croissance économique ralenti.

Tableau2: «Evolution du PIB et du taux de croissance du PIB»

Année	PIB en milliards DA	Taux de croissance PIB%
2000	3698	4.1
2001	3754	3.1
2002	4023	5.8
2003	4700	7.7
2004	5545	4.5
2005	6930	6.4
2006	7823	1.5
2007	9352	3.4

2008	11 043	2.0
2009	9068	1.0
2010	11 991	3.3
2011	14 588	2.5
2012	16 808	3.2
2013	16 650	2.5
2014	17 242	3.7
2015	16 591	3.8
2016	17407	3.6
2017	16702	1.5
2018	18907	3

Source : rapport économique de l'Algérie, 2016, 2017,2018

Tableau3: «Répartition du PIB sur les différents secteurs en 2015»

Secteur économique	% du PIB
Hydrocarbure	52%
Service	23%
BTP	10%
Agriculture	4%
Industrie	5%

Source: rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie, 2017(Banque Mondiale).

2.3.3 le taux de chômage :

La population algérienne est en croissance, de même le taux de chômage. Le chômage résulte d'un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché de travail. Il concerne même les personnes diplômées. Ce taux a atteint un pic en 2000 avec 29,5 %. Malgré les besoins en main d'œuvre dans les différents chantiers d'investissement, le taux de chômage n'est pas descendu en dessous de 9.8 %. A la fin de 2016, le chômage concernait de plus en plus les jeunes, avec 27 % des moins de 25 ans, 17,7% des diplômés universitaires et seulement 7% les sans diplôme (A. Bouyacoub, 2012). Les différentes politiques économiques n'ont pas réussi à réduire significativement le taux de chômage élevé qui semble revêtir un caractère structurel. Grâce aux fortes dépenses publiques et aux différents mécanismes d'aide à l'emploi mobilisés depuis quelques années, le taux a été ramené à 10 % en 2010 et il reste stagner autour de ce taux en 2016 et 2017.

Tableau4 : «Evolution du taux de chômage et de l'inflation»

Année	Taux de chômage%	Taux d'inflation%
2000	29.8	2
2001	27.3	3
2002	25.9	3
2003	23.7	3.5
2004	17.7	3.1
2005	15.3	1.9
2006	12.4	3.0
2007	11.8	3.5
2008	11.3	4.5
2009	10.2	5.7
2010	10.0	5.0
2011	9.8	4.5
2012	11.0	8.9

2013	9.8	3.3
2014	10.6	2.9
2015	11.2	4.8
2016	10.6	6.4
2017	11.7	5.6

Source : office national des statistiques, rapport économique de l'Algérie, 2017, 2018.

2.3.4 L'inflation : représente l'augmentation du niveau moyen des prix.

Le taux de l'inflation est en croissance constante depuis 2005, due à la hausse des prix des biens alimentaires et des biens manufacturés et à la dépréciation de la monnaie (voir le tableau 4). Une dévalorisation monétaire d'une partie des placements effectués en euro, a cause de sa dépréciation par rapport au dollar (environ 83% de réserves sont placés à l'étranger) a causé une augmentation des prix des produits importés tels que : les produits de consommation, les biens d'équipement,.... Cette dépréciation du dinar, par rapport à l'euro et au dollar se répercute sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les opérateurs économiques par le recul de la production. (Le dinar recule de 20% par rapport au dollar). Ceci induit une hausse du coût de la vie, et pousse à un mécontentement populaire.

2.3.5 Le cours du dollar:

Il existe une relation entre le prix de pétrole et le dollar. (Belkolah Brahim, 2013) considère que la baisse du taux de change du dollar provoque une hausse des prix de pétrole. Quand le dollar augmente le prix de pétrole baisse. Cette chute des prix de pétrole provoque un taux de change élevé du dinar par rapport à la monnaie étrangère, ceci induit un taux d'inflation élevé et une hausse de masse monétaire au sein de l'économie nationale.

Tableau 5: «Evolution taux de change en dollar»

Année	Taux de change en dollar
2001	77.29
2002	79.68
2003	77.39
2004	72.66
2005	73.35
2006	72.64
2007	69.37
2008	64.58
2009	72.63
2010	74.39
2011	72.85
2012	77.55
2013	79.38
2014	80.52
2015	100.46
2016	109,4
2017	111

Source : rapport économique de l'Algérie, 2018

2.3.6 La balance commerciale et les exportations du pétrole :

La majorité des exportations du pays sont des hydrocarbures. Elles représentent 95% des totales exportations du pays, leur augmentation provoque l'augmentation de la totalité des exportations et influe positivement sur la balance commerciale. Pour cela la chute des prix de pétrole impact négativement sur l'économie nationale. Les exportations du pétrole ont augmenté depuis l'année 2000 jusqu'à l'année 2008, puis elles ont chuté depuis 2009. Elles sont destinées à alimenter l'Europe à 76%, l'Amérique à 17% et l'Asie à 7%.

La balance commerciale représente la différence entre les exportations et les importations d'un pays. Les recettes d'exportations, dont la majorité des hydrocarbures, sont en diminution depuis 2012, due à la diminution des volumes exportés. Elles passent de 60,304 milliards de dollars en 2014, à 35, 727 milliards de dollars en 2015 et 17,1 milliards USD en 2016 (-17,12%). (rapport économique de l'Algérie, 2018). Même les exportations hors hydrocarbures sont réduites à cause de la diminution des investissements, passant de 2,036 Mrds (USD) en 2016 à 2,582 Mrds en 2015(-20,1%). Par contre les importations sont en augmentation jusqu'à 2015 et dépassent depuis 2011 les exportations globales, soit un déficit de la balance commerciale et du fond de régulation de recette, qui est financé par l'excédent des exportations pétrolières servant à financer le déficit public.

La balance commerciale était en hausse jusqu'à 2012, puis elle diminue à partir de cette année suite à la diminution des prix de pétrole. Même la diminution des importations depuis l'année 2014, n'a pas pu compenser la chute des exportations durant cette période. Le montant des importations a régressé de 51,5% en 2015, avec une réduction des biens alimentaires de 15,4% et des biens destinés à la production de 9,9%, alors que les biens de consommation non alimentaire de 16,8% Une balance commerciale négative a enregistré un déficit de 17,84 milliard (USD), durant l'années 2016, contre un déficit de 17,03 milliards en 2015 et un excédent de 4,306 milliards de dollars en 2014. Cette chute a eu un impact négatif sur la balance des paiements, qui a affiché un solde courant négatif en 2014 et 2015. Elle affiche un déficit de 26,31 milliards USD contre -27,29 milliards en 2015¹.

Tableau6 : «la balance commerciale»

Année	Importations	Exportations	Exportations des hydrocarbures	Balance commerciale
2000	9.17	22.03	21.41	12.30
2001	9.94	19.13	18.48	9.61
2002	12.00	18.82	18.09	6.70
2003	13.53	24.61	23.24	11.14
2004	18.30	32.08	31.30	14.27
2005	20.35	46.00	45.09	26.46
2006	21.45	54.61	53.43	34.06
2007	27.63	60.16	58.83	34.24
2008	39.47	79.29	77.36	40.60
2009	39.29	45.19	44.13	7.78
2010	40.47	57.05	55.53	18.21
2011	47.27	73.48	71.43	27.94
2012	50.37	71.86	69.80	27.18
2013	55.02	64.97	63.75	9.94
2014	50.58	62.82	58.40	4.52

¹ : les données extraites du (Rapport économique de l'Algérie, 2016, 2017, 2018), Rapport économique de l'Algérie, embrassade suisse, 2016) , (fiche pays Algérie, MADAOUI .A,2016).

2015	51.50	37.38	32.70	-7.79
2016	46.72	28.88	27.66	-15,84
2017	45,95	34,76	-	-11,19

Source : ONS, statistiques douanières, bulletin statistique de la banque d'Algérie (en milliards de dollars).

2.3.7 le solde budgétaire : (recettes et dépenses)

La fluctuation des prix de pétrole provoque une variation du solde budgétaire, qui représentait un déficit depuis l'année 2010. Ceci est dû à l'écart entre les recettes et dépenses budgétaires. En 2011, le solde s'est amélioré puis il a baissé en 2012 à cause de la baisse des recettes pétrolières, qui est majoritairement issu des revenus des hydrocarbures, due à la baisse du prix de pétrole alors que les dépenses sont toujours en croissance sauf pour l'année 2013, qui présente une diminution des dépenses publiques, suite aux mesures effectuées par l'Etat en vue de la rationalisation. Le déficit devient important depuis 2014.

La chute des prix influe négativement sur la fiscalité pétrolière et donc sur les recettes de l'état, car la contribution des recettes pétrolière dans le financement public est autour de 60%, ce qui le fragilise. Ceci se traduit par :

- Une baisse du fonds de régulation des recettes FRR, de 3.916,5 milliards de dinars en mars 2015 et 5.088,15 milliards en 2014, c'est à dire de 36% en 2014 et 34% en 2015, à cause d'un prélèvement destiné à financer les importations et équilibrer le budget de l'état, car le déficit budgétaire estimé en premier trimestre 2015 à 476,8 milliards de dinars contre 432,3 milliards de dinars au premier trimestre de l'année 2014 ;

- Un recul important dans les réserves de change qui passent de 194 milliards de dollars en 2013 à 179 milliards en 2014 et 150 milliards en 2015 ;

- Les réserves internationales d'un pays, est l'ensemble des disponibilités composant le portefeuille des actifs que sa banque centrale détient (devise, or, droits de tirages spéciaux). Pour l'Algérie, environ 83% des réserves sont placés à l'extérieur (40% en euro, 40% en bons de trésor américain et 20% dans les banques internationales). La chute des cours du pétrole a provoqué un recul dans les réserves de changes de l'Algérie, qui ont chuté de 15 milliards de dollars entre fin mars et fin de décembre 2014.

D'après GACEM Brahim, les revenus pétroliers se traduisent par deux effets pervers sur l'économie exportatrice nette de pétrole, sont : les effets économiques tels que : la baisse de l'activité industrielle, de l'agriculture, de la production, de l'innovation de l'investissement et donc le ralentissement de la croissance économique, et la croissance du taux de chômage, et les effets comportemental, tels que : la mauvaise allocation des revenus pétroliers, l'affaiblissement des institutions, et du mode de gouvernement, la corruption et la bureaucratie.

Tableau 7: «le solde budgétaire : (recettes et dépenses) »

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses publiques	4571.1	5958.7	7050.2	6101.3	6996	7656	7297	7389	7873
Recettes publiques	4392.9	5790.1	6339.3	5957.6	5738	5105	5018	6183	6504
Solde budgétaire	-178.2	-168.6	-710.9	-143.7	-1258	-2552	-2286	-1207	-1769

Source : les données de l'ONS(en Milliards DA), rapport économiques de l'Algérie, 2017, 2018.

2.4 Impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie française : Pour la France en tant que pays importateur de matières premières énergétiques, l'effondrement des cours pétrolier est un facteur favorable à cause de l'allègement de la facture énergétique. Il

constitue, un transfert de richesse depuis les pays producteurs et importateurs (A. Mebtoul, 2017). Ils subissent un impact positif et profitent de cette chute, par l'augmentation des revenus des ménages, la réduction des coûts de la production, l'augmentation du bénéfice et le réinvestissement, une diminution du taux d'inflation et une appréciation de la monnaie, et aussi leur situation extérieure s'améliore. (Heyer et Sampognaror, 2015), considèrent que la chute des prix de pétrole stimule la croissance du PIB.

Pour la France, Cette chute, a stimulé l'économie, et a permis une économie de 23 milliards d'euros en 2015, par rapport à 2013 et un gain de 1.5% du PIB, car les importations nettes de pétrole coutent autour de 52 milliards d'Euro par an. Cette baisse des prix de l'énergie se transmet à l'ensemble de l'économie, car les entreprises baissent aussi leurs prix de production. Les branches utilisatrices en aval telle que l'agriculture, qui utilisent le pétrole comme matière première dans la production de leur biens et services, et aussi les ménages bénéficient de cette baisse. Le transfert de la richesse reçu par l'économie française est de 7 milliards d'euro en 2014, par rapport à l'année 2013, et de 13 milliards d'euro en 2015. Les branches de première transformation des énergies fossile (raffinage du pétrole et fabrication de combustible gazeux), sont les plus bénéficiaires, puis le gain sera transmis aux autres branches et aux ménages.

Les ménages profitent de cette baisse, car leur consommation représente plus de 80% de la consommation du pays(France). Ils ont gagné en pouvoir d'achat, à des degrés divers selon leurs revenus, et leurs bien de résidence, et par conséquence les épargnes des ménages augmentent. Les ménages ont fait une économie directe de 10,5 milliards d'euro en 2014 et 2015, par rapport à 2013.

Cette chute de prix de pétrole a plus de la moitié était accompagné par une baisse de prix à la vente de carburant et fioul autour de 16% uniquement, car le prix est constitué de taxes assises sur le volume de pétrole et non pas sa valeur. Les achats de carburants représentent 5% de la consommation des ménages en valeur, et les dépenses de gaz 1%. La facture énergétique des ménages est réduite par l'allègement des dépenses de chauffage et du carburant. Cette économie à contribuer à une hausse de leur pouvoir d'achat de (+1,1 %point) en 2014 puis (+0,5%) point en 2015, et aussi à l'encouragement des dépenses supplémentaires (Bortoli et Kévin, 2016). d'après Hadreu Camette et al, cette baisse des prix soutient l'activité autour de +0, 1 point en moyenne annuelle en 2016 et de + 0,5 point en 2017 et réduit l'inflation, autour de 0,6 point, et selon l'INSEE, une baisse de 10Dollars sur le baril, induit un surplus de 0,1 du PIB au bout d'un an .

Les entreprises, principalement bénéficiaires de cette chute de cours de matière premières énergétiques, sont celle qui sont fortement consommatrice telles que: industrie chimique, services de transport, industrie de raffinage, industrie plastique, car la part du pétrole dans la consommation intermédiaire arrive jusqu'à 65% et la baisse des hydrocarbures a contribué à la reconstitution de leurs marges entre 2013 et 2015, via la baisse du prix de la valeur ajoutée. Les entreprises ont fait une économie de 14,2 milliards d'euro. Les achats de carburants correspondent à 3% des consommations intermédiaires des entreprises et ceux du gaz à 1%. Les entreprises profitent de cette baisse selon des proportions différentes, selon les branches d'activités et selon la consommation de produits pétroliers, le secteur et le transport. Par le biais des consommations intermédiaires, la baisse du prix de matières premières énergétiques se transmet progressivement aux autres produits, car les branches fortement consommatrice de matières premières énergétiques peuvent redistribuer cette économie reçu vers le reste de l'économie, par la baisse de leurs prix de production.

Tableau 8:«Economie imputable à la baisse des prix pétroliers en Milliards d'euro»

Année	2014	2015
-------	------	------

Ménages	2,3	8,6
Entreprises	2,7	12,3
Autres	0,1	0,6

Source : Bortoli et Kévin, 2016, p48.

Tableau 9: «Economie imputable à la baisse des prix du gaz selon les différents agents de l'économie »

Année	2014	2015
Ménages	1,1	2,0
Entreprises	1,1	2,0
Autres	0,2	0,3

Source : Bortoli et Kévin, 2016, p50.

Tableau 10 : «Principales branches bénéficiaires de la baisse du prix des matières énergétiques, en milliards d'euro, écart à 2013»

Année	2014	2015
Economie sur le pétrole	2,7	12,3
Economie sur le gaz	1,1	2,0
Total	3,8	14,2
Service de transport	1,0	4,5
Autres branches industrielles	1,1	4,0
Agricultures	0,2	1,0
Construction	0,2	0,9
Services aux entreprises	0,2	0,1

Source : Bortoli et Kévin ,2016,p50.

D'après Bortoli et Kévin, Le secteur de transport est le premier bénéficiaire de cette baisse avec une économie réalisée de 4,5 Mds d'euro à 2015, par rapport à 2013, puis les autres branches industrielles avec 4Md, dont la chimie de base, avec 2,9Md d'euro, puis l'agriculture et les entreprises de construction avec une économie de 1Md d'euro pour chacun. Ceci a des conséquences sur les utilisateurs finaux (ménages, administrations publique, entreprises). Les entreprises peuvent réinvestir, ce qui provoque une hausse d'emploi et un recul du taux de chômage. La demande s'améliore et les exportations augmentent. La hausse de la production et de la consommation induit à une hausse de recettes fiscales, les dépenses publiques concernant essentiellement les coûts d'assurance de chômage diminuent à cause de la baisse du chômage. Ceci contribue au recul du déficit budgétaire.

Clément et Kévin, 2016, considèrent que la baisse des prix de pétrole contribue négativement à l'inflation car cette baisse se diffuse aux autres prix et freine les salaires via la boucle prix-salaire.

Tableau 11 :«évolution du PIB, du taux de chômage, du taux d'inflation»

Année	PIB en billions dollars	Taux de chômage%	Taux d'inflation%
2006	2.319	8.8	1.7
2007	2.657	8.0	1.5
2008	2.918	7.4	2.8
2009	2.69	9.4	0.1
2010	2.643	9.4	1.5
2011	2.861	9.1	2.1
2012	2.684	9.5	2
2013	2.811	10.3	0.9
2014	2.252	10.2	0.5
2015	2.438	10.3	0

2016	2.465	10.2	0.2
2017	2.583	9.4	1
2018	2.621	8.8	1.8

Source : INSEE

En plus des effets positifs de la chute des prix de pétrole sur l'économie française, d'autres effets négatifs sont observés tels que : cette baisse de prix ne concerne pas tous les secteurs de l'économie, elle concerne essentiellement les entreprises dont l'activité est intense en produit pétrolier, alors que les autres entreprises bénéficieront d'une façon marginale, en plus le recul des actions des compagnies pétrolières, le blocage des anticipations des acteurs économiques motivés par la transition énergétique car, d'après François Lescaroux et Valine Mignon, la consommation énergétique mondiale est à l'origine d'émission de 26,6Mds de tonne de Co2, c'est-à-dire 39% des émissions sont liées à la consommation d'énergie, et aussi les difficultés de remboursement des dettes souveraines des pays exportateurs de pétrole. De son coté (Antonin. C, 2015), considère qu'une croissance accéléré provoque un besoin accru à l'importation pour soutenir la demande interne.

2.5 les recommandations et solutions proposées pour sortir de cette dépendance aux hydrocarbures :

D'abord pour les pays exportateurs et aussi importateurs, la solution est la transition énergétique, pour économiser l'énergie à travers les technologies moins polluantes, pour lutter contre le réchauffement climatique et protéger l'environnement, par la réduction des émissions de gaz. Cette diversification de source d'énergie, d'après Lescaroux, 2008, cologni et Manea, 2009, le Barbachon, 2007), a permis aux économies occidental d'être moins vulnérables face à la chute des prix de l'énergie. (Warner et Sachs, 1995) ont montré qu'il existe une association négative entre l'abondance des ressources naturelles et la croissance économiques, parce qu'elles entravent l'investissement et par conséquent la croissance.

A. Mebtoul, 2017, définit la transition énergétique, comme le passage d'une civilisation humaine construite sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante, et peu chère, à une civilisation où l'énergie est renouvelable, rare, chère, et moins polluante.

Pour l'Algérie, dans le but de sortir de l'économie dépendante de la rente pétrolière, cette crise peut être considérée comme un facteur positif pour le pays, ayant déjà pris la mauvaise habitude de vivre exclusivement de la rente pétrolière, incitant à faire de profonds changements. Des réformes économiques et sociales sont engagées et des solutions sont proposées, à savoir :

- Diminution de la consommation énergétique nationale, qui ne produise pas de valeur ajoutée, par l'utilisation des énergies renouvelables non polluantes, le développement d'industrie écologique, et la diminution des subventions généralisées et non ciblées ;
- Malgré les plans de relance économique, dès 1999, l'économie algérienne reste moins diversifiée et les exportations du pays sont autour de 2%, pour cela, parmi les solutions proposés selon, (Chabane Mohamed, 2010), la diversification de l'économie hors hydrocarbures, par une politique de développement dans tous les secteurs en même temps, industriel, agricole, et des services, pour avoir, selon (Raston et al, 2012), une économie productrice, moderniser les filières importatrices, qui sont l'origine du déficit et pour créer de l'emploi:

a/ l'agriculture : représente le 4eme secteur en Algérie, en ce qui concerne la formation de valeur ajoutée, et représente 9% du PIB, en 2015. L'Algérie cherche à créer de la richesse par l'amélioration de ses exportations, spécialement vers l'Afrique. ceci nécessite l'encouragement de l'investissement dans le secteur agricole à travers l'octroi du crédit, la modernisation des techniques agricoles pour accroître le rendement dans ce secteur, la recherche et le développement dans ce domaine, l'encouragement du partenariat, car le

potentiel d'augmentation des exportations de ce secteurs, vers l'Afrique et l'Europe est prometteur. Aussi, le secteur agricole a reçu une importante injection de capitaux, de l'ordre de 2,5 milliards d'euros en 2016, dans le cadre de la récente initiative Felaha qui s'appuie sur le Programme d'investissement public 2015-2019 (S. Hamma, 2017) ;

b/ tourisme : l'encouragement du secteur de tourisme, sachant qu'il reste peu exploité, avec un littoral qui s'étend sur 1200Km, un sud saharien très large en plus d'un environnement riche de forêts.

c/ les énergie renouvelables : la diversification de source d'énergie par les énergies non épuisables, se trouvant dans la nature comme l'énergie solaire surtout dans le sud, ayant une superficie de 86%, l'énergie éolienne, en utilisant le vent comme source d'énergie, sachant que l'Algérie est riche par les régions possédant ce potentiel surtout dans la région sud (Adrar) et l'exploitation de l'énergie hydraulique par l'installations des centrales hydrauliques pour la production d'électricité à travers l'eau.

d/ l'industrie : l'encouragement de l'investissement dans ce secteur, par l'amélioration du climat d'affaire afin d'attirer l'investisseur interne et aussi étranger.

- La diversification des partenaires : l'économie algérienne est dépendante de l'Europe à 50% et de l'Asie à 25%. En cas de récession économique, ceci aura un impact négatif sur l'économie algérienne. De ce fait une diversification des partenaires surtout africains (par coopération, partenariat et échanges) est avantageuse pour l'économie algérienne ;
- Une diversification des recettes fiscales hors la fiscalité pétrolière (l'augmentation du taux TVA, le développement de l'impôt foncier) et aussi l'augmentation des recettes budgétaires par la hausse de 36% du prix de l'essence, la hausse des taxes sur l'électricité (17%, en cas de consommation excessive) et sur les immatriculations de véhicules et de nouvelles licences d'importation ;
- Lutte contre les fraudes, la bureaucratie, et intégration de la sphère informelle (le marché parallèle de devise, la vente de marché immobilier, la vente détail non déclaré,...), qui contrôle jusqu'à 50% de la masse monétaire;
- Encouragement de l'investissement étranger dans le domaine des hydrocarbures, afin d'accroître la production, par l'allègement des procédures administratives, de la fiscalité dans ce domaine et la coordination entre la norme nationale et l'internationale ;
- Réduction des dépenses publiques, par la diminution des dépenses d'investissement en biens d'équipement, la baisse des subventions, laissant profiter toutes les classes de la société au dépit des classes concernées, pour avoir une justice sociale, tels que: la subvention de l'énergie et de quelques produits alimentaires, à travers la lutte contre la surévaluation et la corruption;
- Assainissement des entreprises publiques et développement d'un secteur privé compétitif avec l'allègement des procédures administrative, en plus des procédures pour dynamiser la bourse d'Alger, basée sur la transparence et la concurrence (Ettouahia.S, 2018) et rénovation du système bancaire pour devenir capable de sélectionner les investissements les plus efficaces avec des modes de gestion favorisant l'absence de prise de risque dans le but de stimuler l'investissement ;
- L'orientation des attitudes vers l'entrepreneuriat et une politique motivante des PME/PMI, qui sont le moteur de croissance et de l'emploi, par l'accès au crédit, pour assurer une croissance dans tous les secteurs économiques, et aussi le développement du marché intérieur, qui permet de résorber le chômage et d'aider à réaliser la croissance rapide, assurant la réussite du passage d'une économie de la rente à une

- économie productive (les PME demeurent la colonne vertébrale du secteur privé algérien, avec plus d'un million de PME regroupant 2,5 millions d'employés en 2016);
- Augmentation des exportations hors hydrocarbures, par le bénéfice des accords de libre échange dans la zone euro méditerranéenne, qui vise à assouplir et moderniser les règles commerciales et la création d'un marché commun avec une rationalisation des importations et modernisation des filières importatrices qui sont à l'origine du déficit commerciale, surtout la filière agroalimentaire et la mise en place de licence d'importations pour certains produits (acier, ciment, véhicules,...), ceci pour équilibrer les dépenses publiques ;
 - Retour du crédit à la consommation, depuis janvier 2016, pour soutenir la demande, afin de financer les produits fabriqués localement (véhicules, électroménagers,...).

Pour la France en tant que pays importateur, cette chute constitue à la fois une opportunité de croissance pour chercher les outils d'anticipation en cas de retournement de la situation, et aussi un frein pour une transition énergétique dans le but de préserver l'environnement (Décondre.B. et Saussay. A(2016). Elle doit diminuer sa consommation, par l'orientation vers les énergies renouvelables, qui, d'après cologni et Manea(2009), Le Barbachon (2007), a permis aux pays occidentaux d'être moins vulnérables face aux chocs des prix de l'énergie.

La diminution de la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles, nécessite pour les entreprises et les ménages, le passage à une substitution énergétique et aussi l'orientation vers une production spécialisée selon les besoins des pays exportateurs du pétrole, l'encouragement du partenariat dans le domaine de l'énergie, sensibiliser des entreprises et des ménages à choisir les voitures peu consommatrice d'énergie et à faire du Carbone un choix énergétique, favorisant la protection de l'environnement, et ceci , via un régime fiscale, permettant une taxation des produits énergétiques a faible émission gazeuse(P.artus et al, 2010).

3. Conclusion :

L'analyse de la situation pétrolière dans le monde et en particulier en Algérie et en France, nous a permis de constater l'importance de ce produit dans l'économie des deux pays.

Depuis quelques années les prix des matières énergétiques ont baissé, ceci à impacter sur sa production et son exportation qui était en déclin et sa consommation qui est toujours en hausse à cause de l'importance et l'utilisation de pétrole dans plusieurs domaines, notamment : l'industrie et le transport et a impacter sur l'économie des pays producteurs et importateurs.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse des prix de pétrole, à savoir le déséquilibre entre l'offre et la demande, la forte exploitation du pétrole et du gaz de schiste américain, certains pays producteurs cherchent à maintenir leurs parts de marché, et également d'autres facteurs....

L'économie algérienne est durement affectée par la chute des prix de pétrole et par la suite la diminution des recettes pétrolières et toutes les réformes n'ont pas abouti à des résultats satisfaisants permettant une relance économique. Elles doivent être compensés par d'autres mesures correctives pour maîtriser l'inflation, rationaliser le déficit, la création de l'emploi, par l'encouragement de l'investissement et la modernisation du système financier, et surtout la diversification de l'économie, des exportations et des recettes fiscales, la formalisation du secteur de l'informel, et ce, entre autres, comme solution pour sortir de cette dépendance aux ressources naturelles.

Pour la France, la chute des prix, permet une diminution de la facture énergétique, la réduction du déficit de la balance commerciale, le recul du chômage et de l'inflation,

l'amélioration du pouvoir d'achat et autres. Ceci n'exclut pas le passage du pays à la transition énergétique, comme moyen de prévention contre d'éventuelles augmentations de prix.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Articles et Ouvrages:

- AUZZANEAU Matthieu, or noir. La grande histoire du pétrole, édition la découverte, paris, 2016.
- BACON. R, Modeling the price of oil, Oxford Review of Economic Policy, Vol 7,P(17-34), 1991.
- BAUMEISTER. C, Peersman. G, Sources of the Crude Oil Market Volatility Puzzle, Working Paper, Bank of Canada and Ghent University, 2009.
- BELKOLAH Brahim, l'évolution des prix du pétrole et leur impact sur le budget général des pays arabes durant la période (2000-2009), la revue du chercheur, n ° 12, Université Kasdi Merbah -Ouergla-, 2013.
- BENREGUIA Salah, Impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne, Le Soir, Alger, février 2015.
- BENSAFA Malik Kamel, impact des chocs de prix de pétrole sur l'économie algérienne, Roa ektisadia revue, 2018.
- BOUAMRAH Djudy, l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur la politique des dépenses publiques en Algérie: étude économétrique pendant la période 1990-2013, le colloque international sur les répercussions de l'effondrement des prix du pétrole sur les économies exportatrices (les risques et les solutions), Université du Docteur Yahia Fares - Médéa -07 et 08 Octobre 2015.
- BOUDIA Mounya, FAKHARI Farouk, ZEBIRI Noura, La crise économique actuelle en Algérie entre les fluctuations des prix de pétrole et l'exploitation des potentialités disponibles pour la réalisation du décollage économique – étude analytique, Université de M'sila, 2017.
- CHABANE Mohamed, L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion, Les cahiers de la méditerranée, N81, 2010.
- CIFARELLI. G., Paladino, G, Oil price dynamics and speculation: a multivariate financial approach. Energy Economics 32(2), 363-372, 2010.
- DARBY Michael, the Price of oil and world inflation and recession, American Economic review, 1982, vol72, issue4, 738-51, 1982.
- DECOUDRE Bruno, SAUSSAY Aurélien, quel effet de la baisse du prix de pétrole sur l'économie française, ressource en science économiques et sociales, 2016.

- DOHNER. R.S, Ennery Price, Economic Activity and Inflation: Survey of Issues and Results, Chapter in: K.A. Mork (Ed.). Energy Prices, Inflation and Economic Activity. Cambridge, MA: Ballinger, 1981.
- ETTOUAHIA Salima, Séminaire sur les règles d'origine, quel impact sur les entreprises Algériennes, El Moudjahid, 23.12.2018.
- FATTOUH. Bassam, Rahmat. POUDINEH et Anupama.SEN, the dynamics of the revenue maximisation-Maret Share Trade off : sardi arabic's oil Policy in the 2014-2015 Price fall, the oxford Institute for Ennery studie(OIES), coll., (WPM), N61, 2015.
- GACEM Brahim, La rente pétrolière en Afrique : bénédiction ou malédiction ? , Finance &The Common. Good/ Bien Commun, No 28-29-III, 2007.
- HADREU Camette, Maxime Darnet- Cucchiarim, Thomas Gillet, Emmanuel Masson, Olivier Meslin, Ysaline Padieu, Alexandre Tavin, Baisse du prix de pétrole, quelles conséquences pour l'économie mondiale et pour la France, trésor-Eco, N168, 2016.
- HAMILTON, J. D, Oil and the Macroeconomy, in S. Durlauf and L. Blume (eds.), The New Palgrave Dictionary of Economics, 2nd edition, Palgrave Macmillan, 2008.
- HAMILTON, J. D, Causes and Consequences of the Oil Shock of 2007-08, Working Paper, National Bureau of Economic Research, 2009.
- HEYER Eric et SAMPOGNAROR Raul, impact des chocs économiques sur la croissance dans les pays développés depuis 2011, revue de l'OFCE, N138, 2015.
- JACQUES Adda, la baisse du prix de pétrole, quelles perspectives pour l'OPEP et quelles retombées pour le tiers monde, observation et diagnostique économique, N16, juillet 1986.
- KRICHENE. N, World Crude Oil Markets: Monetary Policy and the Recent Oil Shock, International Monetary Fund Working Paper, WP/06/62, 2006.
- LE BARBACHON Thomas, The Changing Response to Oil Price Shocks in France: A DSGE Type Approach, INSEE Working Paper Series No. G 2007/07, 2007.
- LESCARAUX François et Valérie Mignon, déterminants du prix de pétrole et impacts sur l'économie, revue française d'économie, 2008.
- LESTRANGE Cédric, PAILLARD Christophe- Alexandre, ZELENKO Pierre, Géopolitique du pétrole: un nouveau marché, de nouveaux risques des nouveaux mondes, éditions TECHNIP, Paris, 2005.
- MEBTOUL Abderrahmane, Baisse du cours du pétrole et incidences sur l'économie algérienne, Le Matin, 2018.
- MEBTOUL Abderrahmane, impact de la baisse du cours des hydrocarbures sur les équilibres macro financiers et macrosociaux de l'économie algérienne, urgence d'une nouvelle politique économique, annuaire IEMD de la méditerranée, secteurs stratégiques, économie et territoires, 2017.
- MOK Knut Anton, Business cycle and the oil market, Ennery journal 15 spécial issue, 1994.
- MOUHOUBI Aissa, la gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans les perspectives du développement économiques, thèse de doctorat, université de Béjaia, 2012.
- OUKACI Kamel, l'impact d'un choc des prix du pétrole sur l'économie algérienne, colloque sur les politiques d'utilisation des ressources énergétiques : entre les exigences du développement national et la sécurité des besoins internationaux, Bejaia, 2015.
- Patrick Artus, Antoine d'Autun, Philippe Chalmin et Jean-Marie Chevalier, les effets d'un prix de pétrole élevé et volatil, direction de l'information légale et administrative, Paris, 2010.
- SACH. D. Jeffrey, Warner. Andrew, (1995), natural resource abundance, and economic growth, NBER Working paper, 5398.
- SAUSSAY Aurélien, ANTONIN Céline, DUCOUDIE Bruno, HERVE Péléraux, Christine Riffort, pétrole : du charbon par la croissance, revue OFCE, N138, 2015.

■THIERRY Coville, L'économie algérienne, toujours malade de sa dépendance aux hydrocarbures ?, Les Cahiers de l'Orient, 2010/4 (N° 100).

-WARNER. M, Local Content in Procurement: Creating Local Jobs and Competitive domestic Industries in Supply Chains, Saltaire: Greenleaf Pub, 2011.

YOUNG Alwyn, "The African Growth Miracle," Journal of Political Economy, 120 (August 2012).

SITES INTERNET :

-AREZKI, Rabah & Olivier Blanchard, 2015. "Sept questions about the Oil Price Slump" Rivista Energia. <https://blogs.imf.org/2014/12/22/seven-questions-about-the-recent-oil-price-slump/>

-SAUSSAY Aurélien, Antoine GUILLOU, Charle BOISSEL. (2015) « Baisse des prix du pétrole : aubaine économique, défi écologique », p07. [http://tnova.fr/system/contents/files/000/000/529/original/12052015_-](http://tnova.fr/system/contents/files/000/000/529/original/12052015_-Baisse-des-prix-du-p-trole-aubaine-conomique-d-fi-cologique.pdf?1433795552)

[Baisse des prix du p trole - aubaine conomique d fi cologique.pdf?1433795552.](http://tnova.fr/system/contents/files/000/000/529/original/12052015_-Baisse-des-prix-du-p-trole-aubaine-conomique-d-fi-cologique.pdf?1433795552)

-Bloomberg, China Carbon Emissions Decline as 2014 Global CO2 Stays Flat, bloomberg news, mars, 2015. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-03-13/china-s-carbon-emissions-drop-for-the-first-time-since-2001>

-BORTOLI Clément, Kévin Milin, Qui a bénéficié de la chute du prix du pétrole ?,2016. https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2009770/032016_d2.pdf

-Bouyacoub Ahmed, « Quel développement économique depuis 50 ans ? », Confluences Méditerranée, 2012/2 (N°81), p. 83-102. DOI : 10.3917/come.081.0083. URL : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2012-2-page-83.htm>.

-COLOGNI .Alessandro, MANEA.Matteo (2006), the asymmetric effect of oil shocks on output growth :a markov- switching analysis for the G7 countries, Economicmodelling, vol, 26, pp1-29. <https://ageconsearch.umn.edu/record/12121/files/wp060029.pdf>

-COPINSCHI Philippe, impact de la baisse du prix de pétrole sur les pays producteurs d'Afrique équatoriale, Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale, 2015. https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2015/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54_GRIP_NOTE-23_P%C3%A9trole.pdf

-DURRIEU Josette, Christian CAMBON, S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation, Rapport d'information n° 108, (2013-2014), octobre 2013. <https://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-108-notice.html>

-HAMMA Samir, Rapport de l'Oxford Business Group (OBG) sur l'Algérie : priorité donnée à L'Agriculture et l'industrie, Salama magazine, février 2017.

<http://www.salama-mag.com/salamamag/rapport-doxford-business-group-lalgerie-priorite-donnee-a-lagriculture-industrie/>

-HUSSAIN, Aasim. M., Tazhibayeva Kamilya. Et Ter-Martirosyan, Annater-Martirosya. (2008), « Fiscal policy and economic cycles in oil-exporting economies », IMF Working Paper, n° 08/253, novembre. https://www.imf.org/~./.../IMF/.../external/.../2008/_wp08253.ashx

-MAISONNIER Guy, « le point sur le contexte pétrolier 2013 et tendance : panorama 2014 », décembre 2013, p2-3, <https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/panorama-ifpen-2014-contexte-petrolier-2013-et-tendances.pdf>

-RASTOIN Jean-Louis, Lucien bourgeois, Fouad cheriet, nahid movahedi avec la collaboration de Fatima boualam, Pour une politique agricole et agroalimentaire euro-méditerranéenne, IPAMED ,2012. www.ipemed.coop/...méditerranée.../pour-une-politique-agricole-et-agroalimentaire-e... consulté mars 2018.

Rapports et Documents :

- <https://fr.statista.com/statistiques/564926/prix-annuel-du-petrole-de-l-opep>OPEP: .
Banque du Canada, «vers une compréhension raffinée des prix du pétrole et de leur incidence sur l'économie», le 13 janvier 2015, PP 9,10.
<http://www.banqueducanada.ca/2015/01/comprehension-raffinee-prix-petrole>
Banque mondiale : Rapport de suivi de la situation de l'Algérie, 2017, 2018.
FMI : Rapport 18/168.
FMI, International Monetary Fund, sept questions sur la chute récente des cours du pétrole, 2014.
FMI, International Monetary Fund, staff report on common policies and challenges of member countries, central african economic and monetary community CEMAC, juin 2015, p4.
INSEE : institut national de la statistique et des études économiques.
OCDE : Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique », Perspectives économiques de l'OCDE, 2012/2 (N° 92), p. 11-83. URL : <https://www.cairn.info/revue-perspectives-economiques-de-l-ocde-2012-2-page-11.htm>
Rapport annuel de la banque d'Algérie, 2014, 2015, 2016.
Rapport économique de l'Algérie : ambassade suisse, 2016, 2017.
Revue de la banque du Canada (2015), rapport sur la politique monétaire, pp29-31.
Revue de la banque du Canada (2017), les facteurs de la baisse des prix de pétrole en 2014.
Revue trésor-Eco, N168, avril 2016, baisse du prix de pétrole : quelles conséquences pour l'économie mondiale et pour la France.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2016/04/11/tresor-eco-n-168-baisse-du-prix-du-petrole-queelles-consequences-pour-l-economie-mondiale-et-pour-la-france>